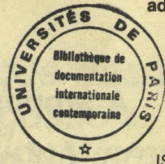


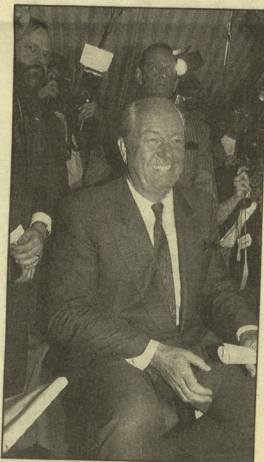
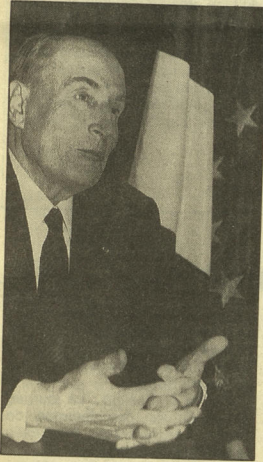
le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA



ISSN 0026-9433

N° 776
DU 15 MARS AU 22 MARS
10,00 F



Capitalisme
les gardiens du temple

De la politique des blocs à la gestion des nationalismes

On ne saurait mesurer l'évolution des rapports entre les deux super-puissances qu'à la seule aune des soubresauts politiques que connaissent les pays de l'Est. La démocratisation du Chili, du Brésil, voire plus récemment du Nicaragua, — démocratisation au sens propre du terme avec le passage du régime militaire à un régime civil, ou d'un régime autoritaire à un régime parlementaire — est aussi importante que celle des Pologne, Roumanie et autre Tchécoslovaquie. Il ne reste plus que la Chine, encore dirigée par la vieille garde gérontocratique, la Corée du Nord et quelques Albanies pour refuser le principe du multipartisme.

Toutefois, il faut bien voir que les transformations politiques et économiques des pays de l'Est ne suivent pas les mutations idéologiques de leurs dirigeants mais qu'elles les conditionnent. Ce constat est d'ail-

leurs valable pour le passé. Depuis Staline, sinon depuis Lénine, il y a belle lurette que la phraséologie marxiste n'est utilisée que pour ce qu'elle est : la nouvelle religion du pouvoir qui cimente les intérêts — bien matériels ceux-là — de la nouvelle classe bureaucratique aux commandes.

Faillite du dirigisme économique

A l'Est comme à l'Ouest, un mode de gestion a fait faillite, celui de l'intervention prépondérante de l'Etat dans le domaine économique, trop coûteux, trop inefficace, trop lourd, ponctionnant au niveau de chaque pays une part trop importante des richesses alors que s'exacerbe la compétition économique internationale. Place, désormais, à

(suite page 3)

N'EST REVOLUTIONNAIRE QUE L'EGALITÉ SOCIALE

Le capitalisme montre sa puissance. Sur la matière, d'abord. Les dernières années ont confirmé la reprise de la croissance, tout particulièrement dans les nations de l'OCDE : + 2,6% en 1986 ; + 23,5% en 1987 ; + 4,4% en 1988 ; + 3,6% en 1989. La production se développe dans presque tous les pays industriels. Même la sidérurgie française n'est plus déficitaire, avec les huit milliards de francs de bénéfices d'Usinor-Sacilor.

Le commerce international est florissant : + 2,7% de croissance en volume en 1989, après les 8,5% de 1988. En valeur, les transactions auront franchi, en 1989, le cap des trois mille milliards de dollars américains, les échanges du secteur des services, environ 20% de cette somme, n'étant pas compris dans ce total.

L'économie mondiale n'est plus aujourd'hui une vue de l'esprit ou une anticipation — la circulation des produits et des matières premières lient ensemble toutes les parties de la planète en une étroite interdépendance. Qu'on songe qu'entre 1947 et 1987, le taux moyen des tarifs douaniers est passé de 40% à 5%.

Le capitalisme règne sur les esprits. L'idée de marché triomphe. Si on recommence, à l'Ouest, à parler de « régulation », à l'Est, au contraire, dans les nations d'économie prétendue planifiée, les prêtres du marché roi, les frères de ceux qui conseillaient Reagan et Pinochet, sont à l'œuvre.

Les conséquences de cette politique peuvent déjà se constater en Pologne, où l'inflation a atteint, l'année dernière, 700% et où le dollar américain sert de seconde monnaie pour toutes les transactions commerciales.

Tout le monde sait aujourd'hui que le marché triomphe parce que le « socialisme réellement existant » des Etats dirigés par les partis marxistes-léninistes est un échec complet. Il ne s'agit pas seulement de la ruine des espoirs d'égalité et de liberté rêvés par les fondateurs du socialisme, mais

aussi, et surtout, de la faillite quasi complète de l'économie de ces pays.

Au cours d'un débat entre intellectuels français et soviétiques organisé par *Les Nouvelles de Moscou*, l'un de ces derniers affirmait : « Au cours des soixante-dix dernières années, la Russie est devenue un pays d'une extrême pauvreté. [...] Un compromis s'est instauré entre les structures étatiques et les mécanismes naturels de survie hérités des structures anciennes. De ce fait, nous avons adopté le principe suivant : si l'Etat ne paie pas assez, il faut voler en guise de compensation. Les formes d'organisation étaient tout à fait inadéquates et inefficaces. Deux pour cent seulement des exploitations, les fermes individuelles, fournissaient jusqu'à 48% du produit agricole brut. On ne peut pas appeler cela le communisme » (1).

Les nouveaux patrons, la « bourgeoisie rouge », les nomenklaturistes, se mettent en conséquence à l'école des vieux maîtres. Ils aspirent sans doute aussi au confort, à la sécurité de la propriété des moyens de production et à la considération dont on entoure ses détenteurs.

(suite page 3)

Amis lecteurs

AVEC ce numéro du *Monde libertaire* devait commencer la nouvelle formule. Malgré tous nos efforts, nous n'avons pu tenir entièrement nos engagements pour le 15 mars. Si des modifications ont été apportées dans la présentation générale et l'organisation des pages, l'exemplaire que vous avez en main a été photocomposé de façon classique.

Depuis fin octobre, nous nous sommes attelés à une tâche énorme pour des militants qui ne peuvent y consacrer du temps qu'en dehors de leur activité salariée : restructurer la fabrication de notre journal, trouver et aménager un local, acquérir le matériel nécessaire et adéquat, former un permanent à la PAO, créer et tester une maquette nouvelle selon les possibilités techniques offertes par la micro-édition, organiser une campagne de promotion pour favoriser la sortie de notre organe de presse, etc. Et cela en cinq mois à peine !

Déjà, nous avions dû reculer l'échéance, mais comment s'en étonner lorsque l'on sait qu'un tel processus dure au moins six mois dans la presse bourgeoise (avec des professionnels s'y consacrant à temps plein ou partiel).

Les retards se sont donc accumulés et nous n'avons pas eu la possibilité d'effectuer un certain nombre d'essais essentiels (flashage, présentation des rubriques, numéro zéro pour tester les changements typographiques et structurels, circuit de fabrication...). Nous avons dû opter entre trois possibilités : tenter le tout pour le tout et risquer, soit le « pépin » technique fatal qui nous aurait empêché de paraître, soit de présenter un numéro qui n'aurait pas été au point ; puis la solution mitigée que nous vous offrons aujourd'hui ; et enfin reculer une fois de plus la date du rendez-vous.

Vu les engagements pris auprès de nos lecteurs et de tous ceux qui nous ont soutenu, en considérant la campagne d'affichage que les militants ont mené, nous avons pensé que nous devions réaliser une partie au moins de nos projets et poursuivre dans les meilleures conditions possibles la mise au point de la nouvelle formule. Selon les difficultés rencontrées (par exemple, nous avons tardivement découvert que notre logiciel de mise en page ne fonctionnait pas de manière satisfaisante), nous pourrions dès la semaine prochaine vous présenter le fruit de nos efforts.

Car il est impératif de ne pas céder au découragement : près de 12 000 affiches ont été collées dans toute la France, des autocollants sont disponibles, une nouvelle affiche a été imprimée et peut être commandée à la librairie, notre souscription atteint dès maintenant le chiffre de 88 808 F. Tout cela prouve bien que nous avons résolu les principales difficultés qui s'opposaient à une transformation (pourtant nécessaire) du *Monde libertaire*.

LES ADMINISTRATEURS

T 2137 - 776 - 10,00 F



F°P. 2520

A propos de la troisième révolution

L'arbre effeuillé est l'amant des cyclones

Alors que les enfants de Marx, Lénine, Staline, Mao... se rallient en catastrophe à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché, les anarchistes affirment toujours la nécessité de la révolution et du socialisme.

« Il est parfaitement possible de faire la révolution en refusant le totalitarisme marxiste-léniniste. »

On ne cesse de nous le dire, de nous le répéter, de nous le seriner et de nous le marteler : l'ère des révolutions est close.

A quoi bon en effet une révolution, c'est-à-dire une rupture avec le capitalisme, dès lors que ce système témoigne, via un mode de fonctionnement consensuel recherchant sans cesse des équilibres entre les « antagonistes d'intérêts », de sa capacité à évoluer en douceur ?

A quoi bon une révolution visant à mettre en place une alternative au capitalisme, alors que les enfants de Marx, Lénine, Staline, Mao... mettent les pouces et se rallient en catastrophe à la démocratie parlementaire et à l'économie de marché ?

A quoi bon chercher à casser et à remplacer un système qui, avec la faillite des pays de l'Est, n'hésite plus à se poser comme modèle universel et indépassable ?

La révolution : pourquoi ?

Le discours actuellement dominant en Occident — celui du pouvoir, de la société dite civile, des médias, des déserteurs, transfuges, convertis, repentis et autres renégats — repose en fait sur deux arnaques.

La première, partant du fait que le système communiste à la mode du marxisme-léninisme est un véritable cimetière pour les libertés individuelles et politiques et pour l'efficacité économique conclue à l'indépassabilité du capitalisme. Or si la comparaison entre l'Est et l'Ouest est incontestablement en faveur du capitalisme occidental, cela ne signifie pas pour autant que ce dernier soit indépassable. Pour ce faire, il faudrait qu'il approche la perfection et que n'existe aucune autre alternative. Et tel n'est pas vraiment le cas.

Les pays occidentaux où sévissent le chômage, la précarité, la misère, la discrimination... parquent en effet chaque jour un peu plus de gens dans les mouroirs de l'exclusion sociale et du quart-monde. Il s'agit là d'un fait de plus en plus massif qui restreint considérablement le mythe d'un capitalisme terre promise de la liberté et de l'efficacité. De plus, la relative prospérité et la relative démocratie qui règne dans la sphère occidentale reposent, il faut quand même le savoir, sur le pillage d'un tiers-monde qui lui n'a pas droit à la démocratie parlementaire. Et enfin, ici et là, en Occident et dans

le Tiers-Monde, le capitalisme, de par sa conception de la production et de la consommation, pollue la terre, l'eau et l'air au point de commencer à mettre en péril la survie même de l'espèce humaine.

Dans ces conditions, le problème n'est pas tant de savoir si le « modèle » capitaliste est dépassable (et vu ses limites on ne voit pas pourquoi il ne serait pas dépassable) que de comprendre que ce dépassement relève aujourd'hui de la nécessité.

Tel est le sens des alternatives au capitalisme qui sont mises en avant par certains écologistes et par les anarchistes.

La deuxième arnaque du discours dominant consiste à affirmer qu'une révolution mène obligatoirement au communisme de type marxiste-léniniste, à la dictature et au chaos, et d'en conclure que seuls des réformes et des évolutions dans le cadre du capitalisme peuvent permettre de faire avancer les choses. Or, et nous en sommes l'exemple vivant, il est parfaitement possible d'être révolutionnaire ou de faire la révolution tout en combattant et en refusant le totalitarisme marxiste-léniniste. Et de même, parce que les dominants n'accepteront jamais de se voir retirer leurs privilèges, parce que le système capitaliste est un tout dont chaque élément constitutif est tout à la fois cause et effet de l'autre et de l'ensemble des autres, et parce que les tentatives de réformes s'avèrent sans grandes perspectives (cf. les socialistes français qui affirment aujourd'hui clairement ne pas pouvoir rompre avec le capitalisme), la rupture révolutionnaire s'avère finalement le seul moyen pour pouvoir changer vraiment les choses.

Remember Kronstadt !

Qu'en 1990, à l'heure de la faillite frauduleuse d'une certaine conception de la révolution et du socialisme, on puisse encore se réclamer de la révolution et du socialisme, passe assurément pour de l'originalité : originalité, tu parles !

En 1921, déjà, les insurgés de Kronstadt, après avoir été les artisans de la chute du tsarisme et du régime bourgeois qui lui avait succédé, tenaient le même langage et considéraient leur lutte contre le bolchévisme comme relevant d'une troisième révolution... en vue d'instaurer le socialisme. Dans le numéro 6 du 8 mars 1921 des *Izvestia* de Kronstadt, dans un article intitulé *Pourquoi nous luttons ?*, ils écrivaient :

« C'est ici, à Kronstadt, qu'est posée la première pierre de la troi-

sième révolution, celle qui brise les dernières chaînes des masses laborieuses de l'Est et de l'Ouest, devenant l'exemple d'une nouvelle construction socialiste, opposée à « l'ordre » bureaucratique des bolchéviques, convainquant les travailleurs étrangers de toute évidence que ce qui a été accompli chez nous jusque là au nom des ouvriers et des paysans n'était pas du socialisme.

Les ouvriers et les paysans doivent aller en avant de manière irréversible laissant derrière eux l'assemblée constituante et son régime bourgeois, la dictature du Parti communiste, des tchékas et du capitalisme d'Etat qui étouffent le prolétariat et menacent de l'étrangler définitivement... »

Comme on le voit, en cette fin de XX^e siècle soi-disant obscur, nous ne découvrons pas l'Amérique en « osant » la révolution et le socialisme. Nos camarades de Kronstadt, anarchistes et autres, avaient déjà compris que le fascisme rouge à la mode du tsarévitch Lénine et du feld-maréchal Trotski constituait le dernier rempart — étatique — du capitalisme pour endiguer les vagues déferlantes de l'espérance socialiste.

Aujourd'hui, ce rempart, ayant explosé, la troisième révolution se trouve à même de pouvoir éclore. Certes, son programme, celui de la révolution et du socialisme libertaire a besoin, soixante-dix ans après sa conception, d'être redéfini à la lumière de notre époque. Nous avons, notamment, à positiver notre conception de la rupture révolutionnaire en l'insérant dans un processus tout à la fois de destruction et d'alternatives en actes ; nous avons à préciser le pourquoi de notre espérance en élaborant des projets sociaux et sociétaires démontrant clairement en quoi ils sont porteurs de davantage de liberté, de justice, de démocratie, d'égalité, de pluralisme, d'efficacité, de respect de la nature... que le capitalisme ; nous avons à redéfinir où, quand, comment, avec qui, pour qui, par quels moyens... la révolution est susceptible d'opérer... Mais il ne s'agit là que d'une question de temps.

Pour l'heure, c'est vrai, la troisième révolution a une petite voix. Le fiâscò marxiste-léniniste a sérieusement effeuillé le vieil arbre socialiste. Mais qui s'en plaindrait ?

Pas les bourgeois libertaires qui vont enfin pouvoir éclore et chevaucher des tempêtes aux vents desquelles se récolteront les jours de fête d'un monde nouveau.

Jean-Marc RAYNAUD

Lignes d'horizon (1)

M I fou du roi mi conseiller du prince ; archange de l'ombre attaché au service de « Dieu » ; homme de pouvoir et qui plus est de pouvoir occulte... Jacques Attali pourrait se contenter de digérer une rente de situation en ponctuant de deux rôts de morgue et de trois pets de fausse modestie une carrière somme toute assez bien réussie. Après tout, d'autres qui sont loin d'influer autant que lui sur le cours des choses méditerranéennes ne se privent pas d'éruçer à la cantonnade de lourds poncifs à la gloire d'une gestion socialiste du capitalisme allant son petit bonhomme de chemin entre la sauvagerie libérale et la barbarie lénino-stalinienne !

Certes, ici comme ailleurs, J. Attali ne cache pas de nombreux soupçons d'aise, mais sous ce vernis d'autosatisfaction, on le sent préoccupé pour lui, toute vie sociale supposant une gestion de la violence et cette gestion ayant opéré successivement sur le mode du sacré, de la force et de l'argent, nous vogueons actuellement vers une société hyper industrialisée dominée par la concurrence dans la production et la distribution « d'objets nomades » du type ordinateurs, téléfax... Or, cette « neuvième forme de l'ordre marchand » n'est pas sans dangers potentiels. Guerres à la périphérie, bien sûr, mais également « menaces pour l'espèce humaine si la logique du système fait marchandise de tout, de la nature comme de l'homme » (2)... toutes choses qui portent en elles les sales germes de la révolte ; des ruptures en tous genres, des révolutions tonitruantes et des espérances conquérantes.

Fi donc, du triomphalisme béat à la mode, car la roche tarपीenne n'est jamais très loin du Capitole.

Maylis O'Brian

(1) Par Jacques Attali, éditions Fayard, 75 F.
(2) André Laurens : Le Monde, 14-15 janvier 1990.

Sommaire

- PAGE 1, Politique : N'est révolutionnaire que l'égalité sociale de J. Toublet ; Nationalisme à l'Est de Philippe Pelletier ; Amis lecteurs.
- PAGE 2, Arguments : La révolution est toujours à faire de Jean-Marc Raynaud ; Attali en prend pour son grade par Maylis O'Brian.
- PAGE 3, Politique : Fichage informatique de Pascal Choisy.
- PAGE 4, Social : Recomposition syndicale et grèves en hausse (LN et A. Terdi) ; La CGT et les luttes de J.-P. German.
- PAGE 5, Dans le monde : Ça bouge toujours à l'Est par Alexandre Skirida ; Vodka-Cola, non merci de Serge.
- PAGE 6, Société : La journée internationale des femmes de Nelly ; Les nouvelles maternités par Monique Figarol.
- PAGE 7, Expressions : Notes de lecture, Programme RL.
- PAGE 8, Société : Où va l'industrie automobile par Alexis Pierre ; Communiqués FA ; En bref.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris-19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publ routage
Diffusion SAEM Transport Presse

C.G.T. et luttes

DU côté de la porte de Montreuil à Paris, c'est clair comme de l'eau de source : seule la CGT se bat, est au cœur des luttes, maintient le front de classe contre la montée patronale arc-boutée sur l'Europe de 93.

L'idée que d'autres militants, d'autres structures que celles de la Confédération générale du travail puissent intervenir dans le champ social avec le même brio ne semble pas effleurer l'esprit des cadres syndicaux de la CGT.

On avait pourtant cru il y a quelque temps qu'Henri Krasucki, avec ses articles dans *La Vie ouvrière* sur le jardin syndical et la façon de l'entretenir serait un plus pour l'indépendance de la porte de Montreuil vis-à-vis de la place du Colonel-Fabien, siège du parti. Mais la tentation du « squelette communiste », modèle étriqué de la CGT, a été plus forte que la position qui aurait fait de la CGT la cheville ouvrière d'un front syndical uni.

Les luttes actuelles sont plus défensives qu'offensives... Pourrait-il en être autrement en plein milieu de mutations technologiques ? Mais la direction de la CGT affirme toujours que l'écrasante majorité des travailleurs veut en découdre avec le patronat. La défense du Code du travail face à 93 est une position certes attentiste, mais cette lutte pourrait être unitaire.

Les événements de l'Europe de l'Est en ajoutent au climat et la CGT voit dans toute manifestation d'anticommunisme une attaque contre la confédération. Ça renforce le slogan : « Il n'y a qu'à la CGT qu'on lutte et à la CGT il n'y a que les militants du PC qui sont bons ». Ça laisse pas beaucoup de places aux autres...

Des pétitions, soutenues entre autres par des militants d'extrême gauche disent que la CGT « est en danger », qu'il est inacceptable que la direction confédérale soutienne la direction du PCF et se déclare pour « une CGT transparente, indépendante et démocratique (...), une CGT unitaire, au cœur des luttes ». Un autre avatar du léninisme sera-t-il efficace pour « sauver » la CGT ?

Tout en saluant la démarche de non-alignés de la centrale de Montreuil, on peut en douter en continuant à dissenter sur la hauteur de la comparaison à faire entre les « grèves presse-bouton » et les luttes d'aujourd'hui. L'heure n'est pas à vivre libres ou mourir, mais à continuer à exister dans un monde technologiquement changé. Vaste débat qui ne se résout pas dans la surenchère.

Jean-Pierre GERMAIN

Grèves en hausse...

INCONTESTABLEMENT, l'air du temps de la météo sociale n'est plus à la résignation. Certes, il aura fallu attendre l'année 88 pour voir à nouveau ouvriers puis infirmières dans la rue, mais visiblement les discours sur la « rigueur » ou les « fonctionnaires nantis » ne passent plus.

Ce sont d'ailleurs ces mêmes ouvriers du secteur privé ou nationalisé : Michelin, SNECMA... et plus récemment Peugeot, qui ont ouvert et momentanément clos cette période agitée du monde salarial. J'entends par là grève offensive et représentative d'un secteur donné, car il est vrai, conflits ponctuels ou sectorisés n'ont pas manqué pendant cette période de nous rappeler que les patrons de choc, eux, ne sont pas rangés au magasin de l'histoire. La grève à la COMATEC en a été le meilleur exemple.

Si l'on s'en tient donc à nos frontières hexagonales, en faisant un petit crochet par la Corse, la « paix sociale » chère à nos gouvernants, c'est du passé ! Et l'on a vu ainsi émerger des revendications « nouvelles » : « 1 500 F pour tous » (SNECMA), puis 2 000 F (pour les infirmières), reconnaissance des qualifications, exigences de statuts et de meilleure formation. Finies les revendications à la petite semaine et les journées d'action sans lendemain.

Ce fut aussi le temps des coordinations, laboratoires d'expériences déjà mises à l'épreuve en 1987 par les étudiants et quelques autres... Ces deux années passées furent

aussi celles de tous les dangers pour les décideurs et les confédérations syndicales. La CGT, et surtout la CFDT, n'hésitent d'ailleurs pas à exclure celles et ceux des militants syndicaux qui agitent dans ces coordinations. Ils se reprennent très vite en jouant pour les uns l'unité syndicale — on a vu alors fleurir les intersyndicales —, pour les autres les récentes négociations dans la fonction publique ont provisoirement calmé le jeu. Quant aux patrons du privé, ils ont su profiter du discours gouvernemental et joué sur l'isolement des conflits.

S'il est une réalité que la lutte n'est plus finale, il reste certain que ces mouvements n'ont pas su imposer et satisfaire toutes les revendications exprimées, et ce pour diverses raisons : première grève « de masse » pour les infirmières, manque d'ambition ou faiblesse des syndicats, intransigeance patronale ou étatique (Peugeot, Finances, etc.).

Ces longues grèves, souvent épuisantes même si très dynamiques, n'ont pas su également construire ce rapport de force nécessaire pour gagner au-delà de la catégorie, de la profession ou du secteur concerné, (exemple : Peugeot, impossibilité d'élargir le mouvement à l'ensemble des usines du groupe, ou encore à la BNP à l'ensemble du secteur bancaire). Il ne faut pas comprendre cette affirmation comme une critique qui, après coup, peut paraître un peu facile, mais comme une remarque, une possible analyse pour des grèves futures, et surtout victorieuses.

En effet, ces luttes ont réveillé ce sentiment légitime d'injustice dans une société loin d'être égalitaire et très loin de produire des richesses pour tous. Elles ont permis à certaines catégories et à quelques autres d'obtenir ici des améliorations salariales (parfois conséquentes, mais c'est pour mieux diviser une profession ou un secteur), là quelques promesses de reconnaissance des diplômés ou qualifications, mais c'est bien peu au regard de l'ampleur de ces mouvements. C'est bien peu aussi par rapport à cette volonté partagée par tous les grévistes pour clamer que cela ne sera plus jamais comme avant ! Ce n'est pas vouloir ainsi réactiver le mythe du grand soir (et pourquoi pas !), mais seulement pour indiquer quelles auraient été les conséquences si ces mouvements, à l'origine, classiquement « revendicatifs » s'étaient dépassés et élargis pour enfin vraiment « changer la vie », comme on le criait très fort il y a encore un peu plus de vingt ans.

Soixante-huitards attardés ? Communistes archaïques ? Oui !... Ces mouvements auraient pu être porteurs, étaient porteurs pour certains de cette émancipation. A n'en pas douter, ils ont été une première étape, malgré les patrons, malgré les bureaucraties syndicales et malgré l'Etat.

Je ne jouerai pas les Madame Soleil du social ! Mais quand les grèves sont en hausse, la société avance, les idées de justice aussi. Ce n'est toujours qu'un début... et il faut continuer...

Alain TERDI

Sur le lit de la décomposition...

LA recomposition syndicale, sur un lit de décomposition avancée, s'achemine à soubresauts vers l'Europe de 1993. Les coups d'accélérateur se multiplient au fur et à mesure que l'échéance approche.

Déjà, l'histoire du syndicalisme français était largement nourrie de désunions-unions, de décompositions-recompositions. Si les divisions syndicales ont fait naître les confédérations d'aujourd'hui, elles ont aussi quasiment enterré l'esprit des Bourses du travail. Certes, le communisme stalinien a une grande responsabilité dans les ruptures de 1921-22 comme dans celles de 1946-48 par la mainmise qu'il a toujours cherché à imposer au syndicalisme, mais les tendances réformistes en portent une tout aussi lourde. Aussi, en réponse à Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, qui, en janvier dernier, écrivait « le communisme stalinien s'effondre, avec lui doit disparaître le syndicalisme fondé sur le marxisme-léninisme » (1), il faudrait dire que le syndicalisme institutionnel, social-démocrate, prôné par la majorité des leaders syndicaux, répond à un autre courant idéologique, à une autre « perversion de la pensée et de l'action » (2). Car il ne suffit pas de brandir le « syndicalisme libre et indépendant », encore faut-il porter le combat anticapitaliste au risque sinon de sombrer dans la stricte régulation sociale. La pratique est courante en Allemagne ou en Suède, l'achat de la paix sociale se négociant.

L'année 1986 avait révélé combien certains socialistes avaient besoin d'un syndicat « courroie de transmission » pour asseoir socialement leur « faiblesse » politique : ainsi se dessinait un axe FEN-CFDT à minima. « N'est-il pas temps d'envisager la réunification du mouvement syndical avec ceux

qui le désirent ? Nous pourrions envisager une rencontre entre la FEN, les Autonomes et Interco-CFDT pour confronter nos analyses et nos perspectives », proposait la Fédération des personnels

rencontres, à des échanges avec les centrales de la Convergence.

Le débat, quant à la réunification, est resté au niveau des états-majors qui n'ont rien fait pour que les syndiqués s'en saisissent, si

continuant à ne pas se syndiquer et même à désertir ces pseudo-syndicats : en revanche, ils ont suivi les équipes militantes qui, avec eux, défendaient leurs revendications (la création du SUD, du

dance, en apparence, qu'elle tente de maintenir au grand dam de la FEN et de la CFDT. « Si le pluralisme existe, c'est qu'il correspond à des raisons historiques », répondait Marc Blondel dans le *Figaro* du 6 janvier et d'ajouter « je ne veux pas que l'on assimile FO avec la CFDT ou avec la CGT ». Sur le terrain, les militants de FO ne sont pas aussi catégoriques. Quant à la CGC qui avait rompu avec la CFDT, elle est à nouveau prête à « reprendre les contacts avec toutes les organisations, y compris la CFDT, en essayant de définir des convergences » sans toutefois accepter la proposition de la CFDT visant à créer « un comité de coordination pour l'action syndicale en Europe ». De même, la CFTC « s'en tient à sa proposition de rencontre avec les différentes organisations favorables à l'Europe afin de déterminer quelques objectifs prioritaires, mais en évitant tout cadre institutionnel ».

Quelle belle unité ! Elle ne repose, en fait, que sur l'exclusion de la CGT dans leurs manœuvres bureaucratiques, à l'isoler d'avantage, elle, qui se drape fièrement dans sa tour d'ivoire « seule organisation unitaire qui défend les travailleurs ».

La courroie de transmission est en marche, sans adhérents ou presque, les fonds publics remplissent les trésoreries.

Il en est, pourtant, pour qui le syndicalisme de lutte n'est pas mort, Europe ou pas, ils sont internationaux et se réveillent à l'Est, à l'Ouest, au Nord ou au Sud.

L.N.
(groupe Pierre-Besnard)

(1) Le Monde du 5 janvier 1990.

(2) Idem. Les deux perversions citées par Y. Simbron étant le communisme et le nazisme.

(3) FADN, FAT, FGSOA, SNA BF, SNA PCC, SNCTA, SNJ, SNVI, SUPRCE.



Cultiver son jardin syndical ou tenter l'unité ?

des collectivités territoriales CFDT à son congrès de décembre 1986. Naissait, à cette date, le mouvement de convergence qui allie la CFDT, FO, la CGC et la CFTC au niveau confédéral, avec la FGAF et la FEN dans la Fonction publique, tout particulièrement au cours des négociations. Se façonnait aussi le « Groupe des dix » (3), groupe de syndicats autonomes qui se réunissait depuis 1982, très favorable à des

bien qu'il a pu sembler, de manière publique, qu'il était suspendu. Il n'en fut rien. Les exclusions des syndicats PTT et Santé de la CFDT, la remontée des intersyndicales dans les Conflits de la fonction publique ont permis et de « nettoyer la maison syndicale » de scories trop combatives et de reposer une image qui se voulait plus attrayante au moment où les sondages étaient au plus bas. Les salariés ne sont pas dupes et

CRC, la remontée de la CNT). Mais surtout, ils n'attendent pas les syndicats pour faire grève : coordonnés ou pas, syndiqués ou non, les conflits reprennent, souvent catégoriels, mais avec une grande vigueur pour durer.

Mais le ménage à quatre ou à six est plutôt houleux. Les divergences entre confédérations ne s'effacent pas si facilement. La CGT-FO, lors de son dernier congrès, a tranché pour une indépen-

8 mars, journée internationale des femmes

LA France, championne des Droits de l'Homme, compte plus de deux millions de femmes battues.

Le sexisme est autant ancré dans les mœurs que dans le langage : les droits, c'est fait pour et par les hommes. Les femmes, elles, ont droit au devoir, à l'inégalité professionnelle (salaires en moyenne 25% inférieurs, dix fois moins de métiers proposés), à plus de précarité, plus de chômage, au harcèlement sexuel, aux coups, au viol, à la prostitution, à la pornographie, au mariage forcé, à l'excision, à plus de pauvreté, à un non-statut autonome pour les immigrés, à la solitude, à la mise à l'écart des instances de décision, des postes à responsabilité, et c'est pire ailleurs...

Alors oui, une journée internationale des femmes est hélas nécessaire pour faire tomber le mur du silence pour aider à une prise de conscience massive pour que les jeunes prennent le relais et sachent que nos petits acquis sont le fruit des luttes passées et qu'ils peuvent à tout moment être remis en question (loi de 1920 qui criminalise l'avortement non abrogée, sa remise en cause aux Etats-Unis, etc.). Un travail immense reste à faire.

Cette année, le 8 mars aura été à notre grande surprise annoncé dans les quotidiens à la télé et l'occasion d'un certain nombre de rencontres.

A l'appel de 24 associations féministes, un millier de femmes sont descendues de Montparnasse à Saint-Germain-des-Près. Cette manifestation organisée sur le thème « Femmes d'ici et d'ailleurs, solidarité » a regroupé de nombreuses communautés immigrées, des femmes noires, turques, kurdes, maghrébines. Elles ont terminé la fête à la Maison des femmes de Paris. De nombreux lieux associatifs féministes avaient organisé des rencontres,

des débats, des projections vidéo à Paris et en Province, à Toulouse particulièrement.

A Alger, malgré les pressions intégristes, des milliers de femmes ont défilé pour réclamer l'abrogation du Code de la Famille, le droit au travail, etc. De nombreuses associations féministes et féminines se sont créées après les émeutes d'octobre 88. « Nous devons relever la tête, l'heure est au corps à corps », « A bas l'obscurantisme », « La femme est l'avenir de l'homme » scandait la manifestation. Fin 89, s'était tenue à Alger la première rencontre nationale des femmes au cours de laquelle une plate-forme minimale d'action avait été adoptée. Elles ont tout à conquérir et sont déterminées à se battre.

Je voudrais revenir au mythe des origines afin de rectifier quelques erreurs (ML du 9 mars 89), je n'avais pas eu accès aux bonnes sources. Deux historiennes, Liliane Kandel et Françoise Picq m'ont aidé de leur recherche, je les résume.

Voici la légende : « La journée internationale des femmes aurait été proposée par Clara Zetkine en 1910, il s'agirait de célébrer la lutte des ouvrières américaines du textile à New York le 8 mars 1857 ».

Réponse : « La JIF a son histoire dans celle du mouvement ouvrier. C'est en 1910, à la Conférence internationale des femmes qui s'ouvre au Congrès de la Seconde Internationale, qu'il est décidé, à l'instigation de Clara Zetkine, d'organiser chaque année dans tous les pays une journée de propagande en faveur du vote des femmes (...), conformément à la conception socialiste d'ensemble de la question des femmes ». Cette même conférence internationale décide que dans chaque pays devront être créés des groupes de femmes socialistes qui devraient refuser toute action commune avec les féministes. « La concep-

tion sociale d'ensemble de la question des femmes » est que cette question ne peut se situer que dans le cadre du socialisme. Clara Zetkine s'était inspiré des socialistes américaines qui, revendiquant le droit de vote, avaient créé en 1909 une journée nationale des femmes.

La social-démocratie allemande fixe cette première journée au 19 mars 1911 : le 19 mars commémore la Commune de Paris et la révolution de Berlin de 1848.

La date du 8 mars a été définitivement fixée par Lénine en l'honneur d'une manifestation d'ouvrières le 23 février (8 mars) à Pétrograd (Trotsky : histoire de la révolution russe).

C'est la tradition communiste qui est restée la plus vivace en France. Après la Seconde Guerre mondiale, les socialistes se sont ralliés à cette date. Même les féministes ont rallié cette tradition, ignorant de l'histoire des contradictions entre féministes et socialistes au début du siècle.

En France, la première grande manifestation du 8 mars remonte à 1975. On y annonce que l'on commémore une des premières grèves de femmes en 1857 opposant les ouvrières du textile « à la police de New York qui charge, tire et tue ». On trouve cette histoire dans la presse communiste et syndicale.

Or, non seulement les journaux américains de l'époque n'y font pas allusion, aucune trace, mais on découvre que ce 8 mars était un dimanche. Dur pour une grève ! Le sens politique de cette histoire apparaît de plus en plus clairement.

En examinant la presse, on constate qu'il est fort peu fait de référence au 8 mars 1917 (Petrograd) dans les articles consacrés à la JIF.

En 1949, 1950, 1954, l'Humanité cite la manifestation de New York du 27 février 1909. Il s'agit



En France, la première grande manifestation du 8 mars remonte à 1975. (Photo Do Mynnyck)

de montrer que cette tradition n'est pas « une diabolique invention soviétique », et ce n'est que le 5 mars 1955 que la légende de 1857 fait son apparition dans l'Humanité, idem en 1957, on la retrouve en 1964 et 66 dans Antoinette, en 1975 dans les Pétroleuses et depuis les ouvrières new-

yorckaises du textile n'ont jamais quitté la scène politique française. Nelly (groupe du XI^e)

Références : « Femmes libres » sur Radio Libertaire du 7 mars 1990 ; Françoise Picq, Liliane Kandel dans : Histoire d'Elles n°0, mars 77, La revue d'en face n°12, 1982, Libération du 8 mars 1982.

Au grand supermarché de la reproduction

ALDUS Huxley imaginait dans *Le Meilleur des mondes* une société déshumanisée où l'on produirait artificiellement des enfants programmés. Là où la science-fiction rejoint la réalité, c'est qu'à l'heure des nouvelles techniques de reproduction humaine (NTRH) nous sommes bien plus proches du monde d'Huxley que nous ne le croyons. Et ce dans le sens où A. Huxley avait déjà, dans son livre, une conscience très aigüe des enjeux de la reproduction et du comment une technologie médicale peut être utilisée pour renforcer et sanctionner des rôles sociaux existants.

Chéri, fais-moi peur !

La reproduction humaine est en profonde transformation. Les nouvelles techniques amènent à concevoir la maternité comme une succession de fonctions distinctes dans le procédé d'une part (ovulation, conception, grossesse...), et sur le plan social (mère génétique, mère utérine, mère sociale). En tenant de corriger les « erreurs de la nature », la médecine a de plus en plus pris le contrôle de la maternité. La conséquence positive est que l'on réduit les risques de grossesses, mais en contrepartie le pouvoir de la mère et l'importance du lien mère-enfant s'en trouvent réduits également. L'enfant est ramené au rôle de « produit », d'objet de consommation programmé, normalisé et assemblé sur mesure et ce dans le cadre d'une destruction de l'ordre généalogique. N'oublions pas d'autre part que nous sommes dans une société capitaliste et que la

dimension commerciale est importantes. Les ventes d'ovules, d'embryons, locations d'utérus peuvent donner lieu à des abus, en particulier à l'égard de femmes économiquement faibles, et aucune protection sociale n'a été prévue pour les « donneuses ».

Le simple rendu des expériences génétiques que nous donne à lire Gena Coréa (1) est assez effrayant. Elle en dénonce tous les abus et toute l'inhumanité. Gena Coréa fut l'une des premières à avoir analysé les NTRH comme une application du modèle de l'entreprise faite sur la reproduction. Elle conclut que l'industrialisation de la reproduction amène à considérer le corps des femmes comme une ressource naturelle à exploiter et à gérer. Dans cette maternité éclatée, le rôle des femmes serait réduit puisqu'on ne les considérerait plus que comme des pièces interchangeables dans la machine de la reproduction humaine. Leur valeur ne résiderait

plus que dans leur capacité à produire une « marchandise » génétique de qualité. Elle y voit tous les signes d'un nouvel esclavage des femmes (1).

Et on tuera tous les affreux !

L'eugénisme n'est pas un phénomène récent et c'est sans doute pour cela que le livre d'Aldus Huxley est si pertinent. La chirurgie fœtale peut être vue non seulement comme un moyen de réduire les femmes à leur rôle de reproductrices, mais aussi comme un moyen d'assurer leur obligation de porter des bébés en bonne santé. Les femmes seront soumises à des pressions accrues pendant leur grossesse.

Comment considérer les droits du fœtus et l'intégrité physique de la mère ? C'est la clé de voûte de tout l'édifice. Personne ne détient la vérité ; nous en sommes encore à nous poser des questions : quel peut être le statut du patient du fœtus et doit-il y en avoir un ? Quelles pourraient être les conséquences si l'on étendait ce statut pour protéger juridiquement le fœtus ? Que faut-il penser du droit des femmes enceintes à refuser un traitement médical destiné au fœtus ?

Si l'on crée des droits juridiques au fœtus, cela veut dire qu'il pourrait y avoir ingérence de la part d'un tiers dans la maternité. Les mères, le temps de leur grossesse, pour-

raient devenir des utérus régis par l'Etat et soumises à la volonté des tiers, tels les pères et les médecins.

La destruction de l'ordre généalogique

Le recours à la science pour avoir à tout prix un enfant est un problème des sociétés occidentales. ne vivons-nous pas dans une société suicidaire où l'accroissement des problèmes écologiques nous place en recherche de pérennité ? Certaines psychanalystes vont même jusqu'à qualifier ces enfants de « prothèses sociales dans une société mortifère » (2). Du fait de l'éclatement de cette maternité sociale, la signification des liens généalogiques est mise en cause et cela pose un certain nombre de questions. La filiation biologique est une référence symbolique et une norme culturelle. Nous ignorons encore toutes les conséquences d'une telle perte d'origine (3). Les seules études faites portent sur les enfants adoptés chez lesquels il existe un problème identitaire, mais la situation est bien plus complexe pour certains enfants nés grâce aux NTRH.

Et la tendresse, bordel ?

La conclusion qui s'impose est que ce débat sur les NTRH est terriblement complexe. Pour cette raison sûrement, il reste le domaine

réservé à des spécialistes. Pourtant, il n'y a pas d'autre solution que de saisir de cette complexité à bras le corps et de porter le débat dans la rue. Si juridiction il y a un jour, elle va considérablement changer nos existences, que nous soyons hommes ou femmes.

Avant, on pouvait avoir peur d'avoir des enfants en faisant l'amour, maintenant on peut faire des enfants sans sexualité. C'est un paradoxe de notre temps. Le slogan : « Ne laissons pas régir notre sexualité » est toujours d'actualité. Les NTRH abusent du corps des femmes et exploitent les plus pauvres. Nous avons tous beaucoup à perdre avec la déshumanisation qu'elles supposent. Il nous faut clarifier toutes ces questions pour ne pas nous laisser nous imposer une situation de fait.

Monique FIGAROL

(1) Gena Coréa est une journaliste américaine, auteure de *The Mother machine* : reproductive technologies from artificial insemination to artificial womb, 1985, Harper and Row, New York.

(2) *Sortir la maternité du laboratoire, actes du forum international sur les NTRH organisé par le Conseil du statut de la femme, Montréal, les 29, 30 et 31 octobre 1987, publications du gouvernement du Québec.*

(3) La filiation : ruptures et continuité. Actes du colloque de Vaucresson, 26, 27 et 28 juin 1985, rapporteur : Bruno Ribes. Institut de l'Enfance et de la Famille. Publication du CTNERHI. Diffusion PUF.

